

Un chroniqueur du Guardian défend Mélenchon

MARC WEISBROT - POLITOLOGUE

Dans une tribune au Guardian, le politologue et co-directeur du Center for Economic and Policy Research à Washington, Mark Weisbrot estime qu'avec Jean-Luc Mélenchon, la France dispose d'une alternative progressiste. Le seul à proposer que la BCE prête aux états au même taux qu'aux banques, le seul à proposer que la France sorte de l'OTAN. Le candidat idéal pour la France selon ce politologue américain.

Le président conservateur français Nicolas Sarkozy s'est présenté en 2007 avec pour objectif de faire ressembler l'économie française à celle des États-Unis d'Amérique. Le moment était mal choisi : les États-Unis étaient alors au bord de la pire récession de leur histoire depuis la Grande Dépression, et ils allaient plomber l'économie de l'Europe, ainsi que celles d'une grande partie du reste du monde, en même temps que la leur. Les États-Unis ayant connu quatre années de croissance quasiment nulle, Sarkozy refuserait probablement aujourd'hui de tenir ce discours. Toutefois, il a bel et bien réussi, d'une certaine manière, à rendre l'économie française plus américaine.

Après avoir été l'un des rares pays à hauts revenus à n'avoir pas connu d'augmentation des inégalités entre le milieu des années 1980 et le milieu des années 2000, la France est devenue plus inégalitaire depuis l'élection de Sarkozy. Le rapport entre les revenus du 99ème centile (ceux des 1% les plus riches, en haut de l'échelle) et ceux du premier centile (en bas de l'échelle) est passé de 11,8 à 16,2. D'autres indicateurs d'inégalité ont aussi augmenté sensiblement. Ainsi, le coefficient de Gini est passé de 26,6 à 29,9. Ce changement s'est produit entre 2007 et 2010 ; la situation est probablement pire aujourd'hui.

En relevant l'âge de départ en retraite par une réforme inutile qui déclencha une forte opposition et de nombreuses vagues de protestation, Sarkozy a ouvert la voie à une France encore plus inégalitaire pour les années à venir. La comparaison entre la France et les États-Unis est pertinente car les deux pays ont à peu près le même niveau de productivité, de production par heure travaillée. En d'autres termes, les deux pays ont la capacité économique de bénéficier à peu de choses près du même niveau de vie. Les Français ont choisi d'utiliser leurs gains de productivité sous la forme d'une réduction du temps de travail, de vacances plus longues, d'une couverture maladie universelle, de l'accès gratuit à l'université et aux services de garde d'enfants, ainsi que d'une plus grande égalité dans la redistribution des revenus. A l'inverse, aux États-Unis, plus de 60 % de la progression des revenus de ces trente dernières années a profité aux 1% les plus riches. La pauvreté est à présent revenue au niveau de la fin des années 1960 ; les droits d'inscription à l'université ont augmenté en flèche ; la loi ne prévoit pour nous aucun congé payé, et 52 millions d'Américains n'ont pas d'assurance de santé (ce chiffre pourrait diminuer dans les années à venir, mais cela dépendra en partie de la Cour Suprême).

La plupart des citoyens français tiennent à cette sécurité économique et à cette façon de partager les fruits de la prospérité. On peut donc s'étonner qu'un homme proposant un programme tel que celui de Sarkozy ait tout simplement pu être élu, et puisse avoir des chances de l'être à nouveau. Cette situation s'explique par un malentendu de l'opinion sur les questions économiques les plus importantes, malentendu entretenu et encouragé par une couverture médiatique biaisée.

Comme en 2007, l'opinion dominante est que la France vit au-dessus de ses moyens, et Sarkozy prévient à présent que, s'il n'était pas réélu, elle pourrait bien devenir la nouvelle Grèce et affronter une débâcle économique. Il s'engage donc à équilibrer les comptes publics d'ici à 2016.

Malheureusement, son rival du Parti socialiste, François Hollande, promet l'équilibre budgétaire d'ici à 2017. Il y a bien entendu des différences importantes entre les deux candidats, mais si l'un ou l'autre devait appliquer un programme d'austérité budgétaire d'une telle ampleur, à un moment où les économies française et européenne sont si faibles, il est quasiment certain que le chômage et bien d'autres problèmes économiques ne pourraient que s'aggraver. La France perdrait alors certains de ses nombreux acquis sociaux et économiques.

Fort heureusement, la France dispose d'une alternative plus progressiste : elle s'incarne dans la candidature de Jean-Luc Mélenchon, portée par le Front de gauche. Dans la course à l'Élysée, il semble être le seul à comprendre les choix économiques réels qui s'offrent à la France et à la zone euro. La France n'a nullement besoin d'une cure d'austérité qui la condamnerait à finir comme la Grèce. Au lieu de cela, Mélenchon propose que la Banque centrale européenne fasse son travail, c'est-à-dire qu'elle prête au taux de 1% à la France et aux autres gouvernements européens, comme elle le fait aux banques privées. Le poids du service de la dette française, d'environ 2,4% du

PIB est encore assez raisonnable. Si la France peut continuer à emprunter à faible taux, elle pourra se sortir de ses problèmes actuels, tout en créant de l'emploi et en augmentant les revenus. Cela relève du bon sens macroéconomique.

Mélenchon veut aussi réduire le temps de travail, augmenter le salaire minimum, ainsi que les impôts pour les plus riches. Il rejette l'absurdité de l'équilibre budgétaire - comme d'ailleurs la plupart des économistes aux États-Unis - et fustige l'absence d'engagement de la Banque centrale européenne en faveur du plein emploi. Cette démarche est pertinente d'un point de vue économique puisque, notamment en période de récession, la BCE peut créer de la monnaie. C'est ce qu'a fait la Réserve fédérale américaine en créant 2 300 milliards de dollars depuis 2008 sans craindre une inflation excessive.

Mélenchon veut aussi faire sortir la France de l'OTAN. Ce serait là une très bonne chose pour la France, mais aussi pour le monde. Initialement, l'OTAN a été créée pour contenir l'Union soviétique qui, au cas où certains ne l'auraient pas remarqué, n'existe plus. Les Américains n'ont plus besoin d' « alliés » qui aident nos gouvernements à occuper d'autres pays comme l'Irak ou l'Afghanistan, ou à entamer une autre guerre dangereuse et déraisonnable, comme nous semblons nous préparer à le faire en Iran.

Les deux finalistes se retrouveront lors d'un deuxième tour si aucun d'eux n'obtient de majorité au premier, le 22 avril, ce qui paraît hautement probable. Mélenchon gravite autour de 15 % dans les sondages, mais il se situerait encore plus haut sans la crainte de le voir le candidat socialiste éliminé du second tour. C'est ce qui s'est produit en 2002, quand le candidat d'extrême-droite anti-immigration, Jean-Marie Le Pen, président du Front national à l'époque, est arrivé deuxième, derrière Jacques Chirac, devançant de justesse le socialiste Lionel Jospin. Le risque que ce scénario se répète cette année est très faible. La candidate du Front national, Marine Le Pen, obtient entre 13 et 16 % dans les sondages. Il est clair que quiconque souhaite préserver le mode et le niveau de vie français devrait choisir Mélenchon.

Pour le candidat d'un troisième parti, il est beaucoup plus facile en France qu'aux États-Unis d'avoir une influence significative, même sans remporter l'élection. Hollande a déjà orienté son discours plus à gauche afin de capter les voix du Front de gauche, et Mélenchon aura des atouts en main avant de soutenir la candidature Hollande au second tour. Alors que les deux grands partis s'engagent à mettre en place des politiques économiques qui diminueront le niveau de vie des Français - alors que, en 2007, seul Sarkozy s'engageait dans cette voie - on peut difficilement trouver moment plus opportun pour voter « hors des sentiers battus ».

Mark Weisbrot est co-directeur du Center for Economic and Policy Research à Washington. Il est également président de l'organisation Just Foreign Policy : www.justforeignpolicy.org <<http://www.justforeignpolicy.org>>